

Robert TARDIF
Avocat à la Cour

Elections Législatives de Novembre 1962 - 31e circonscription de la Seine

CENTRE RÉPUBLICAIN (Bernard LAFAY)

CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS

RASSEMBLEMENT DES GAUCHES RÉPUBLICAINES

ROBERT TARDIF

Candidat NATIONAL d'Union Républicaine

Parisiennes et Parisiens

des quartiers de Charonne et du Père Lachaise

La IVe République est morte de son impuissance. Mais le régime actuel a déçu nos espérances. Tombant d'un excès dans l'autre, il aboutit au Parti Unique inconditionnel, clef. de voûte du totalitarisme.

En 1958, nous avons approuvé une Constitution raisonnable qui permettait d'assurer à la fois la stabilité du gouvernement et le contrôle parlementaire.

Hélas, cette Constitution n'a jamais été appliquée : il n'y a plus de contrôle parlementaire et il n'y a pas de vraie stabilité, puisque vous êtes tous inquiets de l'avenir.

Nous voulions l'ordre, et nous avons l'incertitude. Nous voulions la liberté, et nous subissons l'arbitraire. Nous voulions la démocratie, nous avons le Pouvoir personnel, nous craignons pour la République et la paix civile.

En réalité, le bon sens oblige à conclure que depuis 1958, la France n'a pas retrouvé son équilibre.

C'est avec une profonde angoisse que nous constatons cette dégradation des institutions démocratiques et la montée progressive du péril communiste.

●

On a voulu vous faire croire que le drame algérien expliquait les illégalités du régime, les excès du Pouvoir, l'abdication des Parlementaires, à de rares exceptions près, silencieux ou complices.

Mais qui ne voit aujourd'hui, comment ce drame se termine après tant de promesses non tenues, de souffrances et de sacrifices inutiles ? Quinze départements perdus ; un million de Français chassés de leur foyer ; le fascisme et le racisme triomphant en Algérie, des femmes, des vieillards, des enfants, des instituteurs et des prêtres massacrés ; nos soldats prisonniers abattus ; la misère pour des millions de Musulmans ; des charges financières écrasantes pour la Métropole.

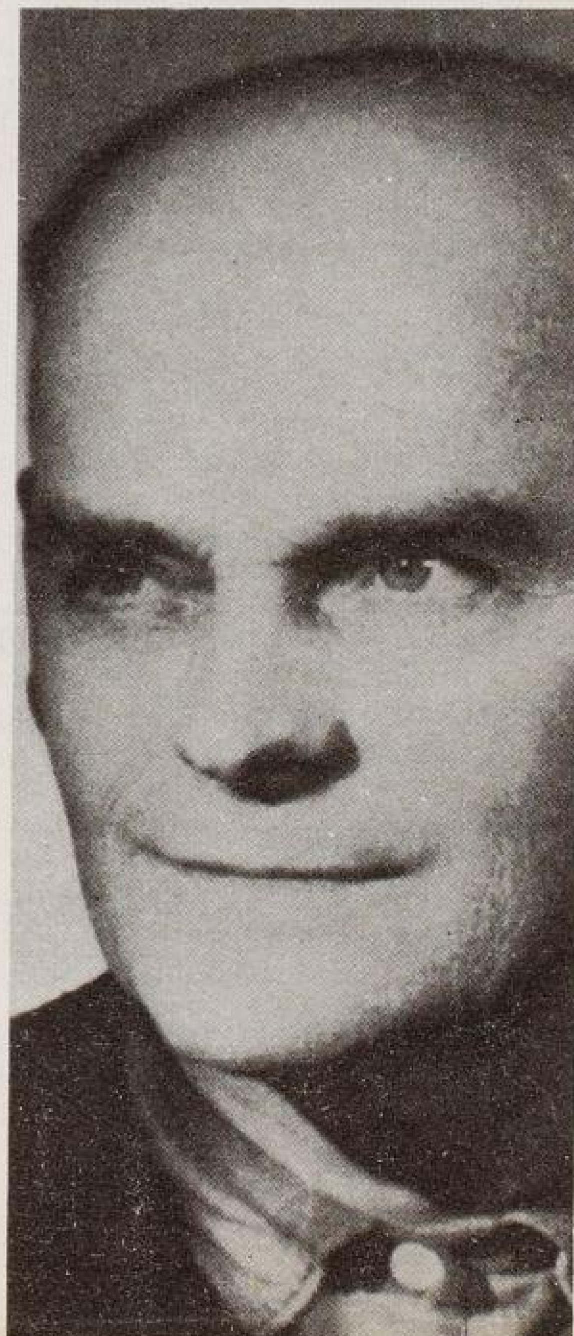
Quelle que soit la solution de l'affaire algérienne qui avait vos préférences, ne pensez-vous pas en toute bonne foi que le Gouvernement devait prévoir et éviter cette terreur sanglante, cet exode déshonorant, cette anarchie dangereuse en Afrique du Nord où les Soviets attendent leur heure, ce gaspillage insensé de centaines de milliards versés par la France à ses pires ennemis.

●

Malgré le monopole exercé par le Gouvernement sur la Radiotélévision et la plus grande partie de la presse, tout cela vous le ressentez, et c'est pourquoi vous souhaitez des hommes nouveaux pour vous représenter.

Si vous me choisissez pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, les positions que je soutiendrai sans faiblesse ni sectarisme sont claires et honnêtes :

Emile BERTRAND
Commerçant
Suppléant



CENTRE REPUBLICAIN (Bernard LAFAY) REPUBLICAINS INDEPENDANTS

Condamnation sans retour des mœurs politiques d'un passé définitivement périmé.

Stabilité gouvernementale par le Gouvernement de législature.

Restauration de la République par l'application loyale de la Constitution de 1958.

Défense intransigeante des libertés fondamentales contre l'arbitraire administratif et policier, contre les atteintes à l'indépendance de la magistrature, par le retour à la légalité judiciaire et la suppression des tribunaux d'exception.

Amnistie des malheureuses conséquences de la guerre d'Algérie, seul moyen de rétablir la paix civile et de réconcilier les Français tragiquement divisés.

Politique sociale hardie, financée par la réduction massive d'un budget de la Guerre inutile et monstrueux, et par la suppression des énormes subventions aux pays devenus indépendants.

Chiffres en main, sans aucune démagogie, c'est plus de mille milliards par an à récupérer qui peuvent être affectés à la Jeunesse, aux Ecoles et aux Facultés, à la construction rapide de logements locatifs, aux hôpitaux, aux Vieux Travailleurs, aux Anciens Combattants et Victimes de Guerre, à tous ceux que le système actuel a sacrifiés à sa politique socialement rétrograde.

●

Tout le monde sait que la France est dirigée par un Gouvernement où siègent cyniquement les représentants de la Haute Banque.

C'est ce qui explique le bilan du régime :

- aggravation d'une fiscalité oppressive dont le but avoué est de supprimer progressivement les classes moyennes et libérales, spécialement le petit commerce, l'artisanat et la libre entreprise, au profit des trusts financiers internationaux.
- vie chère, diminution du pouvoir d'achat des classes laborieuses — que les ménagères connaissent trop bien — retard inadmissible des salaires ouvriers et des traitements de la Fonction Publique, atteintes portées au statut social des Cadres.
- main-mise de l'Etat technocratique sur la Sécurité sociale contre la loi, au mépris des intérêts des assurés, des traditions libérales du Corps médical, alors qu'une gestion libre, mutualiste et démocratique reste la seule garantie des salariés et des employeurs, qui paient assez cher, les uns et les autres, pour exiger le remboursement intégral des soins.

Robert TARDIF *âgé de 38 ans, est issu d'une famille modeste de cultivateurs du Puy-de-Dôme, région de Saint-Nectaire. Il a fait ses études à la Faculté de Droit de Paris. Ses confrères du Barreau de Paris l'ont porté à la présidence du Syndicat National des Avocats, faisant ainsi confiance à son énergie, à sa compétence et à son sens social. Depuis 1945, dans l'exercice de sa profession, Robert Tardif s'est mis au service de toutes les causes humaines, sans distinction d'opinion.*

Emile BERTRAND *appartient à la génération victorieuse de la guerre 1914-1918. Son père y a été tué, lui-même l'a faite en première ligne, y gagna la Croix de Guerre, y fut deux fois blessé. Les commerçants du XXe arrondissement connaissent l'action syndicale d'Emile Bertrand, qui s'est consacré avec dévouement et désintéressement à lutter pour la défense de leurs professions.*

Il est ancien juge au Tribunal de Commerce, ancien vice-président de la Confédération Nationale de l'Hôtellerie et du Syndicat des débitants du XXe arrondissement.

Au service de la patrie comme au service de ses collègues et concitoyens, Emile Bertrand est un Français exemplaire.

Vos aspirations comme les miennes se résument en un seul mot : LIBERTE.

Liberte de conscience et d'enseignement, liberté d'opinion et d'expression, liberté professionnelle et syndicale, libertés individuelles, et aussi,

Liberté du monde occidental et de l'Europe contre les menaces totalitaires et l'oppression marxiste.

Parce que nous savons que le régime actuel menace la liberté, je vous demande de réagir.

Parce que nous croyons que ses imprudences mettent en danger la paix civile et la paix extérieure, je vous demande de refuser vos suffrages aux partisans de ce régime, dont la servilité inconditionnelle a favorisé les pires erreurs du Pouvoir.

Je m'abstiendrai de toute polémique personnelle, par respect de la dignité du suffrage universel et parce que je crois à la tolérance et à la raison. Mon combat est un combat de principe au nom d'un idéal qui est celui de tous les braves gens de ce pays.

Si vous me faites l'honneur de m'élire, je siégerai en homme libre, fidèle à ses convictions nationales et républicaines, suivant l'exemple de mon ami, le Docteur Bernard LAFAY, sénateur de la Seine, dont le courage civique, la droiture politique et le dévouement social sont connus.

Avec M. Emile BERTRAND qui me fait l'honneur d'accepter d'être mon suppléant, avec vous tous, nous lutterons.

Pour la Paix,
Pour l'Union des Français
Pour la Démocratie
Pour les Libertés

ROBERT TARDIF

Désigné par tous les mouvements nationaux et libéraux pour faire échec au communisme

EMILE BERTRAND

SUPPLEANT

Imp. Commerciale d'Yvetot